

En lisant les mémoires d'Henry Kissinger...

Autor(en): **Weck, Hervé de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **126 (1981)**

Heft 1

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344358>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

En lisant les mémoires d'Henry Kissinger...

par le major Hervé de Weck

Les mémoires d'Henry Kissinger¹, conseiller puis secrétaire d'Etat de Richard Nixon, sortent de l'ordinaire à plus d'un titre. D'abord, par leur ampleur: plus de mille cinq cents pages d'un texte extrêmement dense; ensuite, par l'éclairage qu'elles apportent sur les grands événements de la période 1968-1973. Les résumer, sans fausser la pensée de leur auteur, semblerait une gageure; il faut se contenter d'en présenter quelques idées fondamentales.

1. Un problème de l'histoire au XX^e siècle

Kissinger ne fait pas que se raconter, se justifier. Il montre les divergences et les interactions entre les différents ministères, commissions, groupes de travail, comités qui préparent les décisions du président américain. Les médias, l'opinion publique influencent toute la procédure, si bien que la multitude des documents à consulter empêcheront pour ainsi dire l'historien de faire son travail d'une manière convenable.

«Les archives écrites (...) ne lui apporteraient aucun critère lui permettant de déterminer quels sont les documents destinés à fournir un alibi et quels sont ceux qui ont véritablement guidé les décisions (...). Les dossiers officiels de notre époque ne nous révèlent pas nécessairement quelles décisions furent prises par voie secrète doublant les voies officielles, ni quelles affaires furent traitées oralement sans jamais laisser de traces dans les archives².» On sait que le roman du XX^e siècle présente la réalité comme un ensemble de faits si complexes, une jungle que l'on ne parvient pas à explorer complètement. De nos jours, l'homme d'Etat et l'historien en arrivent à des conclusions semblables. Selon Kissinger, la politique de dissuasion menée par les Etats-Unis a des aspects psychologiques difficiles à saisir, car sa réussite dépend de ce que l'agresseur éventuel considère comme un risque inacceptable. D'autre part, le succès provient-il du système de défense ou du fait que l'adversaire n'a jamais eu l'intention d'attaquer?

2. L'opinion publique, un formidable groupe de pression

«A la fin des années 1960, l'Amérique ressentait un doute et un dégoût (...) à la suite de la guerre du Vietnam. (...) Dans les années 1920, nous nous étions coupés du monde parce que nous nous croyions supérieurs à lui, mais dans les années 1960, la conviction naissait, insidieuse, que nous ne pouvions lui apporter que du malheur.»

Henry Kissinger, *A la Maison-Blanche*

Pendant la guerre du Vietnam, les mass médias apparaissent comme le «quatrième pouvoir» des Etats-Unis. Richard Nixon prétend que «les moyens d'information sont beaucoup plus puissants que le président pour susciter la vigilance publique ou former l'opinion, pour la simple raison qu'ils ont toujours le dernier mot³.» Kissinger analyse en détail les conséquences de l'hostilité manifestée par les moyens d'information et l'opinion publique américaine face à la guerre. C'est la première fois que la télévision apporte chaque jour au domicile de chaque Américain le spectacle des horreurs de la guerre. Quant aux parlementaires, on ne sait plus très bien s'ils suivent ou s'ils façonnent l'opinion. Dans le monde occidental, on ferme les yeux sur les transgressions de Hanoï, dont les troupes piétinent la souveraineté de tous ses voisins. Le Nord-Vietnam a réussi à passer pour la victime de «l'oppression» américaine, alors qu'il a déclenché tous les conflits en Indochine depuis 1954.

Ces bruyants mouvements d'opposition, qui pèsent d'un poids beaucoup plus lourd que la «majorité silencieuse», vont influencer le déroulement des opérations en Indochine et les négociations avec les Nord-Vietnamiens. Kissinger prétend en effet que l'on ne parvient à un compromis acceptable avec les Etats communistes que si l'on se trouve en position de force et que l'on refuse des gestes qui n'entraînent pas de modifications dans l'attitude de l'adversaire. Au contraire, «nous nous efforçons de calculer toujours avec une telle précision le strict minimum de forces et de temps nécessaires, ne laissant aucune marge à l'erreur ou à la confusion, encourageant notre adversaire à continuer jusqu'à ce que nos doutes l'emportent sur nos efforts⁴.»

En 1969-1970, le conflit du Vietnam va aussi expliquer les hésitations voire l'incohérence des réactions américaines face aux poussées soviétiques au Moyen-Orient ou à la construction d'une base de sous-marins à Cuba. Les négociations SALT s'en ressentiront également.

«Nous étions toujours la proie d'un cauchemar (...). Nous ne pouvions en terminer dans des conditions acceptables pour Hanoï, sans risque de faire échec à toutes nos autres entreprises à l'étranger, nous ne pouvions la poursuivre jusqu'à une victoire militaire décisive sans mettre en danger la cohésion du peuple américain⁵.» Les débats intérieurs aux Etats-Unis minent la confiance des Européens, ce qui ne va pas manquer de se faire sentir dans leur politique.

Tout au long de ses mémoires, Kissinger insiste sur les liens qu'il faut établir entre les grands problèmes. Un gouvernement responsable ne saurait les dissocier lors de négociations importantes. C'est la doctrine du «linkage» que Nixon explique en ces termes: «Puisque les intérêts des deux pays [URSS, USA], en tant que superpuissances nucléaires concurrentes, étaient si étendus et imbriqués les uns dans les autres, il n'était pas réaliste (...) de compartimenter les zones d'intérêts. C'est pourquoi nous décidâmes de lier les progrès souhaités par les Soviétiques dans la limitation des armes stratégiques et le commerce aux progrès qui étaient importants pour nous: le Vietnam, le Moyen-Orient et Berlin⁶.»

3. Les Américains englués au Vietnam

Le conseiller de Nixon ne cache pas les difficultés que l'armée américaine a rencontrées au Vietnam et qui l'ont empêchée de remporter une victoire décisive sur le terrain. Elle ne peut pas utiliser à fond ses matériels efficaces et sophistiqués, parce qu'il ne s'agit pas d'un conflit semblable à la Deuxième Guerre mondiale au cours de laquelle l'objectif des démocraties justifiait l'emploi de n'importe quels moyens.

Si l'on compare les thèses de Kissinger à celles de Bernard Fall⁷, qui écrivait pourtant à la fin des années 1960, on constate une convergence qui fait honneur à la perspicacité du journaliste franco-américain.

Les caractéristiques d'une guerre révolutionnaire

Une guerre révolutionnaire ne se gagne pas comme un conflit classique. Dans ses ouvrages, Fall soutenait que, dans une telle situation, le contrôle de la population apparaît comme le souci essentiel des révolu-

tionnaires; l'efficacité des unités régulières, dans les deux camps, ne joue donc pas le rôle principal. L'utilisation des moyens de destruction conventionnels est même une arme à double tranchant: le paysan vietnamien non communiste, qui voit ses biens détruits lors d'une opération antivietcong, ne va-t-il pas ressentir un mécontentement qui risque de le pousser dans les bras des révolutionnaires?

Ce sont le terrorisme, la guérilla jointe à une intense propagande idéologique, l'infiltration de fonctionnaires subversifs, la création de nouvelles structures capables d'assumer toutes les responsabilités, dès que les conditions le permettent, qui font le plus souvent pencher la balance. «La rupture progressive de l'économie peut ouvrir le chemin de la victoire à bien meilleur compte que la destruction des forces armées⁸.»

Pour l'armée américaine, la guerre se caractérise par une désespérante absence d'objectifs rentables, hormis la destruction des rebelles. La troupe ne se bat pas pour un idéal philosophique ou politique. *L'enthousiasme pour une cause manque.*

Kissinger confirme cette analyse quand il écrit: «Nous menions une guerre militaire contre un ennemi insaisissable, tandis que notre adversaire faisait une guerre politique contre une population fixe. (...) Selon moi, les unités régulières nord-vietnamiennes, qui constituaient la cible principale de nos opérations militaires, jouaient le rôle de la cape du matador: elles attiraient nos forces dans des zones politiques sans intérêt, tandis que l'infrastructure vietcong sapait le gouvernement sud-vietnamien dans les zones peuplées⁹.»

Appréciation de la situation et commandement

A l'exception de Mac-Arthur, les généraux américains ont toujours cherché à écraser l'ennemi sous le poids de leur matériel plutôt que de lui porter des coups audacieux. Cette technique reflète l'esprit d'une société orientée vers la technologie et pas du tout vers le militarisme. Cependant, la guerre d'usure ne provoque pas grand effet sur un adversaire qui refuse de combattre, si ce n'est dans les conditions qui lui conviennent. En dernière analyse, ce sont les Vietnamiens du Nord qui ont usé le peuple américain.

Les guerres se perdent souvent dans la salle des cartes du commandant en chef et non dans les points d'appui. Le conflit vietnamien, comme la plupart des opérations menées depuis 1945 par des armées régulières contre des forces de guérilla, rendent difficile une appréciation réaliste de la situation par les autorités militaires et politiques. Les moyens électroniques sophistiqués prévus pour l'exploration, la centralisation et la diffusion des renseignements ne résolvent pas le problème.

Les analyses du commandement américain se fondent sur des chiffres et des statistiques; on apprécie l'activité de la troupe d'après le nombre d'opérations hebdomadaires, alors que les commandants *gonflent* généralement leurs bilans, en envoyant de nombreuses patrouilles de l'autre côté de leurs réseaux de barbelés, mais pas assez loin pour qu'elles rencontrent l'ennemi. Les statistiques des pertes ennemies induisent aussi en erreur, car les soldats s'inquiètent peu de savoir si les cadavres appartiennent à des ennemis, des sympathisants ou à des «observateurs» malchanceux. «Peu importe le décompte (...) des armes saisies: ce ne sont là que des considérations presque superflues (...). On peut perdre des armes et gagner la partie. D'un autre côté, on peut gagner la guerre et perdre le pays.»

Les militaires, comme les politiciens de Washington, s'avèrent incapables d'évaluer les menaces subtiles de la guerre révolutionnaire. Le fait que la troupe tienne une région n'est pas significatif, alors qu'il existe des indices qui montrent si l'on contrôle la population: les villages où l'impôt ne rentre pas se trouvent «administrés» par le Vietcong, ceux où l'instituteur s'est fait assassiner n'obéit plus au gouvernement de Saïgon. Reporter sur une carte les endroits où les notables sont exécutés ou enlevés permet de voir les zones dans lesquelles les révolutionnaires font leur effort principal, les secteurs qu'ils cherchent à contrôler¹⁰.

Kissinger prétend qu'au Vietnam, depuis 1965, les responsables prennent leurs illusions pour des analyses objectives, car évaluer la sécurité à travers ce pays équivaut à quantifier l'impondérable. On considère certaines zones comme pacifiées parce que les Vietcongs jugent préférable de ne pas y désorganiser l'agriculture, afin de se ravitailler ou de collecter des impôts intéressants. «Il est clair qu'il y a ici deux guerres distinctes: (...) celle que reflètent les statistiques de l'armée (...), celle qui affecte la population», rurale en particulier, dont

les 81% se trouvent soumis au contrôle des communistes. L'armée américaine s'enlise, alors que le président se trouve presque paralysé. Selon le conseiller de Richard Nixon, la vietnamisation, c'est-à-dire la prise en charge de la guerre par les forces de Saigon, obtient surtout des «succès» dans l'utilisation des comptes rendus selon la technique américaine¹¹.

Les opérations offensives au Laos, en février 1971, montrent que les plans approuvés et révisés par les généraux US, «qui nous avaient été si éloquemment et si souvent exposés, n'étaient que des exercices d'état-major et non des réalités militaires¹²», parce que, peut-être, les troupes engagées appartenaient à Saigon. Jamais des formations américaines ne seraient parties avec des marges de sécurité aussi faibles. D'autre part, les Sud-Vietnamiens connaissent surtout la défense statique. «Tant que les unités demeuraient là où elles étaient levées, les familles vivaient à proximité des bivouacs et l'expérience avait montré que le taux des désertions et la baisse du moral augmentaient rapidement dès qu'une division était emmenée en dehors de sa propre région¹³.»

4. La politique étrangère du président Nixon

Certaines décisions incohérentes à propos du Vietnam, des flottements en politique étrangère s'expliquent par le fait que, sous la présidence de Nixon, les ministères, l'administration ne travaillent pas systématiquement selon les vues du chef de l'exécutif, qui n'ose pas toujours *s'imposer* à ses collaborateurs. Pour pallier cette difficulté, Nixon et ses conseillers prennent en charge les relations avec la Chine ou l'URSS, sans informer régulièrement le gouvernement des négociations en cours.

Dans ce contexte, les rencontres au sommet prennent toute leur importance. Kissinger explique que, la plupart du temps, les conseillers règlent les problèmes avant la rencontre des chefs d'Etat qui risqueraient trop gros à négocier eux-mêmes. En cas de divergence, ils se trouveraient dans une impasse! De plus, le temps à disposition ne permet pas des analyses minutieuses qui assurent la pérennité d'un accord. «Les entretiens des responsables sont réglés d'après un communiqué le plus souvent rédigé auparavant. Laisser la rédaction pour le moment de la visite, c'est risquer le désastre¹⁴.»

Les relations internationales reposent sur des rapports de forces au sens le plus général du terme. «Les décisions d'une grande puissance sont inspirées par les nécessités des intérêts nationaux tels qu'ils sont perçus à ce moment-là, et non seulement par des obligations légales (...)»^{15.} Kissinger, à maintes reprises, cite des cas qui montrent la valeur réelle des traités et des accords. Ce rappel d'une constante de l'histoire semble bien nécessaire!

L'établissement de relations avec la Chine communiste apparaît comme l'une des grandes percées diplomatiques de l'époque Nixon. Cette réussite ne s'explique pas par le désir de Pékin d'améliorer ses échanges commerciaux, de régler le problème de Taiwan ou de négocier une limitation des armements. A Washington, on croyait que les Chinois exigeraient «l'assurance que nous nous retirerions d'Asie, alors que c'était exactement le contraire qui était vrai. Ils désiraient avec passion notre présence dans cette partie du monde pour faire contrepoids à l'Union soviétique», ceci même en pleine guerre du Vietnam^{16.} Pour Mao, l'URSS présentait plus de dangers que les Etats-Unis.

La diplomatie triangulaire USA-URSS-Chine se veut un facteur d'équilibre. «Nous ne cherchions pas à rejoindre la Chine dans une confrontation provocante avec l'Union soviétique, mais nous étions d'accord pour juguler les ambitions géopolitiques de Moscou. (...) Si Moscou réussissait à humilier la République populaire de Chine et à la réduire à l'impuissance, tout le poids de l'effort militaire soviétique pourrait être jeté contre l'Occident^{17.}»

«A long terme, je pensais qu'une période de tranquillité au plan international poserait plus de problèmes à l'Union soviétique qu'à nous, puisque sa cohésion était maintenue par l'évocation constante d'un péril extérieur. J'étais convaincu qu'une longue période de paix déchaînerait plus de forces centrifuges dans les Etats totalitaires que dans les démocraties industrielles^{18.}»

Le Kremlin réagit à cette ouverture sur la Chine en faisant comprendre que les Etats-Unis pouvaient conclure des affaires plus sérieuses à Moscou qu'à Pékin, ce qui amena le premier sommet Nixon-Brejnev. Le chef du Comité central du parti communiste, «alors même qu'il vantait la puissance soviétique, (...) donnait l'impression de n'être pas vraiment convaincu de ce qu'il disait. (...) Il paraissait sentir au plus profond de son être la fragilité du système

dans lequel il vivait. J'ai très peur que ses successeurs, qui auront vécu des temps plus faciles et seront plus habitués à la technologie moderne et à la puissance militaire, ne soient beaucoup plus sûrs d'eux; (...) il se pourrait bien qu'ils croient à ce qu'ils disent et que, forts de leurs installations militaires réparties sur toute la surface du globe, ils se révèlent infiniment plus dangereux¹⁹.»

L'expérience montre qu'il faut résister immédiatement aux entreprises militaires des Soviétiques, car ceux-ci, en général, commencent par tâter le terrain d'une manière qui leur permet de justifier un retrait. Après cette phase, leur engagement devient si important qu'on risque une crise grave en exigeant qu'ils fassent marche arrière. «L'ennui, c'est qu'une riposte énergique, lorsque l'intervention est encore trop floue, est particulièrement difficile à organiser²⁰.»

Dans un tel contexte, l'OTAN apparaît comme un moyen de dissuasion indispensable. En 1969, les forces de l'Alliance devaient assurer une défense conventionnelle de l'Europe pendant quatre-vingt-dix jours, sans devoir compter sur les renforts stratégiques venus des Etats-Unis. Les études prospectives montraient pourtant que les troupes américaines — pour ne prendre que cet exemple — se seraient trouvées à court de certains types de matériel beaucoup plus tôt. Les armements et les équipements des alliés n'étant pas normalisés, il s'avérait impossible de puiser dans les réserves d'une autre armée. «Sans stratégie réaliste et sans les moyens de l'appliquer, le problème n'avait pas de solution pratique. *Aujourd'hui encore, il reste entier*²¹.»

Puisque les moyens conventionnels de l'OTAN sont inférieurs à ceux du Pacte de Varsovie, il faudrait mettre l'accent sur les forces nucléaires. A cette époque, les analystes américains les jugent pourtant peu efficaces et dangereuses, car elles risquent de provoquer une escalade. Les Etats européens, au contraire, souhaitent que Washington recoure rapidement aux armes nucléaires, mais en évitant de les engager sur leur territoire. «Ce que prônait la Grande-Bretagne, avec l'appui de l'Allemagne fédérale, reçut le nom d'«utilisation de démonstration» des armes nucléaires. Il s'agissait de lâcher une bombe (...) sur un endroit reculé où le nombre de morts resterait peu important, (...) en guise d'avertissement. Je n'ai jamais beaucoup cru à la valeur de ce raisonnement: je pensais que l'Union soviétique s'attendrait de toute façon à une riposte nucléaire si elle attaquait l'Europe occidentale. Une

réaction dont l'intention n'était pas purement militaire était susceptible d'être interprétée comme une hésitation (...). Au lieu de dissuader l'ennemi d'attaquer, elle l'encouragerait plutôt. Si nous devons utiliser les armes nucléaires, il nous fallait donc envisager leur emploi pour stopper une attaque sur le terrain²².»

Sans le dire ouvertement, les Européens préféreraient que les Etats-Unis engagent rapidement leurs missiles stratégiques et une guerre américano-soviétique qui se déroulerait au-dessus de leurs têtes.

5. Kissinger, un grand maître

L'ouvrage d'Henry Kissinger apparaît vraiment passionnant et beaucoup plus utile que, par exemple, les mémoires d'un Richard Nixon. Celui-ci, c'est normal, veut se justifier et consacre une part importante de son livre à l'affaire du Watergate; il veut montrer les hérésies de la nouvelle gauche américaine à l'époque de la guerre du Vietnam. Il reste très événementiel.

Son secrétaire d'Etat donne l'impression de se placer au-dessus de la mêlée et de raisonner en diplomate, non en politicien. Il explique les mécanismes complexes des rapports de forces à l'échelle planétaire, les conditions qui président à la prise des grandes décisions, ce qui peut gripper les rouages de l'administration d'une superpuissance. Comme historien, il ne manque pas de souligner les données du passé qui définissent notre époque.

Surtout, Kissinger insiste sur le courage d'un homme politique comme Nixon, qui a dû prendre des décisions impopulaires, mais qu'il jugeait indispensables pour son pays.

H. de W.

¹ Henry Kissinger, *A la Maison-Blanche, 1968-1973*. Traduit de l'américain par l'Agence française de traduction. Paris, Fayard, 1979. 2 vol.

² Kissinger, pp. X-XI.

³ Richard Nixon, *Mémoires*. S.l., Editions internationales Alain Stanké, 1978.

⁴ Kissinger, p. 514.

⁵ Kissinger, p. 1023.

⁶ Nixon, op. cit., p. 250.

⁷ Bernard Fall, *Les deux Vietnam*. Traduction de J. Métadier, Paris, Payot, 1967; Bernard Fall, *Vietnam. Dernières réflexions sur une guerre*. Traduit de l'américain par Daniel Martin, Paris, Laffont, 1968.

⁸ Fall, *Les deux Vietnam*, p. 333.

⁹ Kissinger, p. 242.

¹⁰ Fall, *Les deux Vietnam*, pp. 374-375; *Vietnam. Dernières réflexions sur une guerre*, pp. 265-268.

¹¹ Kissinger, p. 246.

¹² Ibidem, p. 1056.

¹³ Ibidem, p. 1043.

¹⁴ Ibidem, p. 841.

¹⁵ Ibidem, p. 947.

¹⁶ Ibidem, pp. 769-770.

¹⁷ Ibidem, p. 825.

¹⁸ Ibidem, p. 860.

¹⁹ Ibidem, p. 1194.

²⁰ Ibidem, p. 589.

²¹ Ibidem, pp. 410-411. Souligné par nous.

²² Ibidem, p. 226.

Au Pavillon de recherches Général-Guisan

Cours d'histoire militaire 1981

- Jeudi 26 mars** 1700-1830 La Prusse au début du XVIII^e siècle; système militaire. Jeunesse et formation de Frédéric II.
- Jeudi 30 avril** 1700-1830 Les premières campagnes de Frédéric II – Mollwitz (1741), Chotusitz (1742), Hohenfriedberg (1745).
- Jeudi 21 mai** 1700-1830 Quelques aspects de la guerre de Sept Ans (1756-1763) – Campagnes de 1756 et de 1757. Prague, Kolin, Rossbach et Leuthen.
- Jeudi 25 juin** 1700-1830 Bilan de l'expérience Frédéricienne. Naissance des courants de pensée de la seconde moitié du XVIII^e siècle: Rousseau, Voltaire, Guibert, Mirabeau.
- Jeudi 17 septembre** 1700-1830 Les séquelles de la catastrophe de Rossbach dans l'armée française. Tentatives successives de réforme, Choiseul, Saint-Germain, Ségur. La «subversion» de 1788 à 1791.
- Facultatif:**
Du vendredi 16 au dimanche 18 octobre (*sur inscription particulière*) Etude sur le terrain de l'opération de Marengo (1800), du franchissement de l'Apennin en 1796 – Monte Negro, Montenotte, Dego, Carcare – du siège de Turin (1706).
- Jeudi 26 novembre** 1700-1830 Les premiers combats de la Révolution française: Lille, Quiévrain, Valmy, Jemappes (1792), Neerwinden (1793).

Les intéressés sont priés de prendre contact avec le colonel EMG Reichel, directeur technique CHPM, case postale 188, 1001 Lausanne, si possible avant le début du cours. ■